

Bijlage I — Voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Amel

Het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Amel bestaat uit een verslag over de wijzigingen van het "PASH" van de Amel en uit de kaarten i.v.m. elke wijziging.

Dat verslag vermeldt de redenen waarom er beslist werd een vrijstelling van milieueffectbeoordeling te verlenen voor de wijzigingen van het voorontwerp. Het bevat ook de nodige aanpassingen van de plannen naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens, met name inzake de aanleg van de netwerken van collectoren en rioleringen binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied.

Deze gegevens liggen ter inzage bij de "Société publique de Gestion de l'Eau", avenue de Stassart 14-16, 5000 Namur, alsook op de website van de "S.P.G.E.": <http://www.spge.be> (rubriek "Les PASH", onderrubriek "Modifications des PASH").

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 2294

[2012/204369]

12 JUILLET 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Sambre (planches 5/41, 6/41, 7/41, 8/41, 9/41, 10/41, 18/41, 19/41, 22/41, 23/41, 26/41, 31/41, 32/41, 33/41, 34/41, 38/41, 40/41, 41/41 et 33/52) et exemptant les modifications proposées d'une évaluation des incidences sur l'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la Directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, notamment les articles D.52 à D.61 et D.79;

Vu le Livre II du Code de l'environnement constituant le Code de l'Eau, notamment les articles D.216 à D.218 et les articles R.284 à R.290;

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Sambre approuvé par le Gouvernement wallon en date du 10 novembre 2005 et publié au *Moniteur belge* du 2 décembre 2005.

MODIFICATION DU PLAN D'ASSAINISSEMENT PAR SOUS-BASSIN HYDROGRAPHIQUE

Vu que la S.P.G.E. procède au regroupement de toutes les demandes reçues durant la période écoulée depuis l'approbation du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Sambre de manière à réaliser un seul avant-projet de modification par plan d'assainissement de sous-bassin hydrographique en application de l'article R.288 du Code de l'Eau;

Considérant que la S.P.G.E. a reçu 20 demandes envoyées par les organismes d'assainissement agréés et/ou les communes;

Considérant que les demandes ont trait à tout changement de régime d'assainissement et portent plus particulièrement sur :

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le chemin Brûlé dans la commune d'Erquelinnes (modification n° 11.02);

- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour une parcelle cadastrale rue Bois Hanolet dans la commune de Sambreville (modification n° 11.05);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone de loisirs des campings « La Besace » et « La Couturelle » dans la commune de Cerfontaine (modification n° 11.07);

- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour une partie amont de la rue de Philippeville à Villers-Deux-Eglises dans la commune de Cerfontaine (modification n° 11.08);

- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la rue de Perwez à Grand-Leez dans la commune de Gembloux (modification n° 11.09);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue « Les Hayettes » dans la commune de Momignies (modification n° 11.10);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone du Lac de Bambois dans les communes de Fosses-la-Ville et Mettet (modification n° 11.11);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone « Les Bonniers » dans la commune de Lobbès (modification n° 11.12);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone en amont de baignade du Lac de Féronval dans la commune de Froidchapelle (modification n° 11.13);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone Aquasambre de Viesville et Thiméon dans la commune de Pont-à-Celles (modification n° 11.14);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone de Crèvecoeur dans la commune de Walcourt (modification n° 11.15);

- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement en majorité collectif et une partie en assainissement autonome pour la zone des Puits de Rognée dans la commune de Walcourt (modification n° 11.16);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la zone des « Puits de Spy » dans la commune de Jemeppe-sur-Sambre (modification n° 11.18);

- le passage du régime d'assainissement transitoire vers les régimes d'assainissement autonome et collectif pour le village de Silenrieux dans la commune de Cerfontaine (modification n° 11.19);

- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour la zone de la Fléchère dans la commune de Courcelles (modification n° 11.20);

- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement en majorité collectif et en partie en assainissement autonome pour le village de Salles dans la commune de Chimay (modification n° 11.21);

- le passage du régime d'assainissement transitoire vers les régimes d'assainissement autonome et collectif pour la zone de la Chapelle du Bon Dieu du Pitié dans la commune de Fleurus (modification n° 11.22);

- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour la zone de « La Pieraille » dans la commune de Froidchapelle (modification n° 11.23);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement en majorité collectif et en partie en assainissement autonome pour le hameau de Fromiée dans la commune de Gerpinnes (modification n° 11.24);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome pour le village de Barbençon dans la commune de Beaumont (modification n° 11.25);

Considérant que ces demandes sont accompagnées d'une étude réalisée par l'organisme d'assainissement agréé compétent comprenant un relevé des canalisations existantes, une estimation de la densité du bâti, une analyse de la situation topographique de la zone et une analyse financière, que cette étude permet d'objectiver le mode d'assainissement à préconiser;

Considérant que la S.P.G.E. remet un avis défavorable sur la demande numéro 11.5 relative à la modification du régime d'assainissement collectif d'une seule parcelle rue Bois Hanolet à Tamines sur le territoire de la commune de Sambreville vers un assainissement autonome; qu'en effet, l'absence effective d'égout n'est pas suffisante pour justifier un passage en assainissement autonome, que, par ailleurs, une modification du PASH ne peut être appréhendée pour une seule parcelle sans étudier son contexte géographique;

Considérant dès lors que la proposition de modification du régime d'assainissement collectif d'une seule parcelle rue Bois Hanolet à Tamines sur le territoire de la commune de Sambreville n'est pas retenue, que dès lors le régime d'assainissement de ladite parcelle est maintenu en collectif;

Considérant que la S.P.G.E. remet un avis favorable sur les 19 autres demandes qui lui sont adressées;

Considérant que la réalisation des modifications périodiques intègre également les ajustements nécessaires du plan en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique, que ces ajustements sont décrits dans le rapport visé en annexe I^{re}.

EXEMPTION DE L'ÉVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

Vu la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement pour l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Sambre adressée par la S.P.G.E. au Gouvernement wallon en application de l'article D.53 du Code de l'Environnement;

Considérant que l'analyse de la S.P.G.E. conclut que l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Sambre détermine l'utilisation de petites zones au niveau local et constitue des modifications mineures, notamment au regard de la population et des rejets d'eaux résiduaires concernés par l'avant-projet de modification tels qu'analysés dans le rapport visé à l'annexe I^{re};

Considérant par ailleurs que la S.P.G.E. estime que cet avant-projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement; que sa demande est justifiée par rapport aux critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences visés à l'article D.54 du Code de l'Environnement, tels qu'analysés dans le rapport visé à l'annexe I^{re};

Considérant que l'article R.288, § 4, du Code de l'Eau stipule que le Gouvernement, s'il décide d'accorder l'exemption, approuve simultanément l'avant-projet de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique et mentionne les raisons pour lesquelles il a été décidé d'exempter ce plan d'une évaluation des incidences sur l'environnement;

Considérant que, dans ce contexte et préalablement à l'adoption de l'avant-projet de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Sambre, il y a lieu de consulter le CWEDD et les communes concernées sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement;

Vu la demande d'avis sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement sur l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Sambre adressée le 19 mars 2012 au CWEDD et aux communes concernées en application de l'article D.53 du Code de l'Environnement;

Vu l'article D.53 du Code de l'Environnement qui stipule que les avis sont transmis dans les trente jours de la demande du Gouvernement, soit pour le 18 avril 2012 au plus tard; que passé ce délai, les avis sont réputés favorables;

Considérant le courrier du CWEDD transmis en date du 23 mars 2012 dans lequel il ne prend pas position sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement, qu'en l'absence d'avis, son avis est réputé favorable;

Considérant les avis favorables sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement transmis dans les délais par les autorités communales de Cerfontaine, de Chimay, de Courcelles, de Fosses-la-Ville, de Gembloux, de Momignies et de Walcourt;

Considérant l'avis favorable sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement transmis hors délais par les autorités communales de Pont-à-celles le 19 avril 2012, que cet avis est donc réputé favorable;

Considérant l'absence d'avis des autorités communales de Beaumont, d'Erquelines, de Fleurus, de Froidchapelle, de Gerpinnes, de Jemeppe-sur-Sambre, de Lobbes et de Mettet donné au terme du délai prévu, que leur avis est dès lors réputé favorable;

Considérant que les modifications mentionnées dans l'avant-projet modificatif du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Sambre peuvent dès lors être exemptées d'une évaluation des incidences prévue par les articles D.52 à D.61 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Vu le rapport relatif à l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Sambre visé à l'annexe I^{re};

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement approuve l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Sambre visé à l'annexe I^{re}.

Art. 2. Le Gouvernement décide d'exempter les modifications mentionnées à l'avant-projet repris à l'article premier d'une évaluation des incidences sur l'environnement pour les raisons spécifiées dans le rapport visé à l'annexe I^{re}.

Art. 3. Le Gouvernement charge la S.P.G.E. de soumettre, dans les trente jours, le projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Sambre à la consultation des communes concernées par le sous-bassin hydrographique considéré, les titulaires de prises d'eau potabilisable concernés et les Directions générales compétentes du Service public de Wallonie, puis de lui représenter ensuite pour adoption.

Art. 4. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 juillet 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Annexe I^e — Avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Sambre

L'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Sambre est composé d'un rapport relatif aux modifications dudit PASH et les cartes associées à chaque modification.

Ce rapport mentionne les raisons pour lesquelles il a été décidé d'exempter les modifications de l'avant-projet d'une évaluation des incidences sur l'environnement. Il intègre également les ajustements nécessaires des plans en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique.

Ces éléments peuvent être consultés auprès de la Société publique de Gestion de l'Eau, avenue de Stassart 14-16, à 5000 Namur, ainsi que sur le site de la S.P.G.E. : <http://www.spge.be> (Rubrique « Les PASH »; Sous-rubrique « Modifications des PASH »).

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 2294

[2012/204369]

12. JULI 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung des Vorentwurfs zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Sambre (Karten 5/41, 6/41, 7/41, 8/41, 9/41, 10/41, 18/41, 19/41, 22/41, 23/41, 26/41, 31/41, 32/41, 33/41, 34/41, 38/41, 40/41 und 33/52) und zur Befreiung der vorgeschlagenen Abänderungen von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 2000/60/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik;

Aufgrund der Richtlinie des Rates 91/271/EWG vom 21. Mai 1991 über die Behandlung von kommunalem Abwasser;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, insbesondere der Artikel D.52 bis D.61 und D.79;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, insbesondere der Artikel D.216 bis D.218 und der Artikel R. 284 bis R.290;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Sambre, von der Wallonischen Regierung am 10. November 2005 endgültig genehmigt und am 2. Dezember 2005 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

ABÄNDERUNG DES SANIERUNGSPLANS PRO ZWISCHENEINZUGSGEBIET

In der Erwägung, dass die "S.P.G.E." ("Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung)) alle während der abgelaufenen Periode eingegangenen Anträge derart einsammelt, dass ein einziger Abänderungsvorentwurf pro Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet in Anwendung des Artikels R.288 des Wassergesetzbuches ausgearbeitet werden kann.

In der Erwägung, dass die "S.P.G.E." von den zugelassenen Sanierungseinrichtungen und/oder den Gemeinden 20 eingesandte Anträge erhalten hat;

In der Erwägung, dass die Anträge mit allen möglichen Änderungen des Sanierungsverfahrens in Zusammenhang stehen und sich insbesondere auf Folgendes beziehen:

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den Weg "Le chemin Brûlé" in der Gemeinde Erquelinnes (Abänderung Nr. 11.02);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für eine Katasterparzelle der Rue Bois Hanolet in der Gemeinde Sambreville (Abänderung Nr. 11.05);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Freizeitgebiet der Campingplätze "La Besace" und "La Couturelle" in der Gemeinde Cerfontaine (Abänderung Nr. 11.07);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für einen Teil stromaufwärts der Rue de Philippeville in Villers-Deux-Eglises in der Gemeinde Cerfontaine (Abänderung Nr. 11.08);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die Rue de Perwez in Grand-Leez in der Gemeinde Gembloux (Abänderung Nr. 11.09);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Rue "Les Hayettes" in der Gemeinde Momignies (Abänderung Nr. 11.10);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gebiet "Lac de Bambois" in den Gemeinden Fosses-la-Ville und Mettet (Abänderung Nr. 11.11);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gebiet "Les Bonniers" in der Gemeinde Lobbes (Abänderung Nr. 11.12);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gebiet stromaufwärts des Badegebiets des "Lac de Féronval" in der Gemeinde Froidchapelle (Abänderung Nr. 11.13);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gebiet "Aguasambre" von Viesville und Thiméon in der Gemeinde Pont-à-Celles (Abänderung Nr. 11.14);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gebiet von Crèvecoeur in der Gemeinde Walcourt (Abänderung Nr. 11.15);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum größtenteils kollektiven und teilweise autonomen Sanierungsverfahren für das Gebiet "des Puits de Rognée" in der Gemeinde Walcourt (Abänderung Nr. 11.16);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gebiet von Sotrez in der Gemeinde Nandrin (Abänderung Nr. 10.15);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zu den autonomen und kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Silenrieux in der Gemeinde Cerfontaine (Abänderung Nr. 11.19);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gebiet "de la Fléchère" in der Gemeinde Courcelles (Abänderung Nr. 11.20);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum größtenteils kollektiven und teilweise autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Salles in der Gemeinde Chimay (Abänderung Nr. 11.21);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zu den autonomen und kollektiven Sanierungsverfahren für das Gebiet "La Chapelle du Bon Dieu du Pitié" in der Gemeinde Fleurus (Abänderung Nr. 11.22);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Gebiet "La Pieraille" in der Gemeinde Froidchapelle (Abänderung Nr. 11.23);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum größtenteils kollektiven und teilweise autonomen Sanierungsverfahren für den Weiler Fromiée in der Gemeinde Gerpennes (Abänderung Nr. 11.24);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Barbençon in der Gemeinde Beaumont (Abänderung Nr. 11.25);

In der Erwägung, dass diesen Anträgen eine von der betroffenen zugelassenen Sanierungseinrichtung durchgeführte, ein Verzeichnis der bestehenden Kanalisationen, eine Einschätzung der Dichte der Bausubstanz, eine Analyse der topographischen Lage des Gebiets und eine finanzielle Analyse enthaltende Prüfung beigefügt wurde; dass diese Prüfung es ermöglicht, die zu empfehlende Sanierungsart zu objektivieren;

In der Erwägung, dass die "S.P.G.E." ein ungünstiges Gutachten über den Antrag Nummer 11.5 bezüglich der Umwandlung des kollektiven Sanierungsverfahrens einer einzigen Parzelle in der "Rue Bois Hanolet" in Tamines auf dem Gebiet der Gemeinde Sambreville in ein autonomes Sanierungsverfahren abgegeben hat; dass das effektive Fehlen einer Kanalisation in der Tat nicht ausreicht, um einen Übergang zu einem autonomen Sanierungsverfahren zu rechtfertigen; dass außerdem eine Abänderung des PASH (Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet) nicht für eine einzige Parzelle in Aussicht genommen werden kann, ohne ihre geographischen Zusammenhänge zu untersuchen;

In der Erwägung, dass demnach der Vorschlag zur Abänderung des kollektiven Sanierungsverfahrens einer einzigen Parzelle in der "Rue Bois Hanolet" in Tamines auf dem Gebiet der Gemeinde Sambreville nicht in Betracht gezogen wird, dass das Sanierungsverfahren der besagten Parzelle demnach als kollektives Sanierungsverfahren erhalten bleibt;

In der Erwägung, dass die "S.P.G.E." ein günstiges Gutachten über die anderen 19, an sie gerichtete Anträge abgibt;

In der Erwägung, dass die Durchführung der regelmäßigen Abänderungen ebenfalls die erforderlichen Angleichungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze, innerhalb des Umkreises des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet mit einschließt, dass diese Angleichungen in dem in der Anlage I erwähnten Bericht beschrieben werden.

BEFREIUNG VON EINER BEWERTUNG DER UMWELTVERTRÄGLICHKEIT

Aufgrund des in Anwendung des Artikels D.53 des Umweltgesetzbuches von der "S.P.G.E." an die Wallonische Regierung gerichteten Antrags auf Befreiung von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit für den Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Sambre;

In der Erwägung, dass aus der Analyse der "S.P.G.E." die Schlussfolgerung gezogen wird, dass der Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Sambre die Benutzung kleiner Gebiete auf lokaler Ebene festlegt und geringfügige Abänderungen darstellt, insbesondere in Anbetracht der von dem Abänderungsvorentwurf betroffenen Bevölkerung und Abwasserableitungen, so wie sie in dem in der Anlage I erwähnten Bericht analysiert werden;

In der Erwägung außerdem, dass die "S.P.G.E." der Ansicht ist, dass dieser Vorentwurf keine erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte; dass ihr Antrag im Verhältnis zu den in dem in der Anlage I erwähnten Bericht analysierten Kriterien gerechtfertigt ist, durch die das vermutliche Ausmaß der in Artikel D.54 des Umweltgesetzbuches bestimmt werden kann;

In der Erwägung, dass in Artikel R.288, § 4 des Wassergesetzbuches bestimmt wird, dass die Regierung im Falle eines Beschlusses ihrerseits, die Befreiung zu gewähren, gleichzeitig den Vorentwurf des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet genehmigt und die Gründe angibt, aus denen beschlossen wurde, diesen Plan von der Bewertung der Umweltverträglichkeit zu befreien;

In der Erwägung, dass in diesem Zusammenhang und vor der Verabschiedung des Vorentwurfs des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Sambre der Anlass besteht, den "CWEDD" ("Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung)) und die betroffenen Gemeinden bezüglich des Antrags auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit zu Rate zu ziehen;

Aufgrund des in Anwendung des Artikels D.53 des Umweltgesetzbuches am 19. März 2012 an den "CWEDD" und die betroffenen Gemeinden gerichteten Antrags auf ein Gutachten über den Antrag auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit über den Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Sambre;

In der Erwägung, dass die Gutachten gemäß Artikel D.53 des Umweltgesetzbuches innerhalb von dreißig Tagen ab dem Antrag der Regierung, das heißt spätestens bis zum 18. April 2012 übermittelt werden; nach Ablauf dieser Frist gelten die Gutachten als günstig;

Aufgrund des am 23. März 2012 übermittelten Schreibens des "CWEDD", in dem dieser sich nicht zu dem Antrag auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit äußert; aufgrund der Tatsache, dass sein Gutachten, wenn nicht vorhanden, als günstig betrachtet wird;

Aufgrund der von den betroffenen Gemeindebehörden von Cerfontaine, Chimay, Courcelles, Fosses-la-Ville, Gembloux, Momignies und Walcourt innerhalb der vorgeschriebenen Fristen übermittelten günstigen Gutachten über den Antrag auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit;

Aufgrund des von den Gemeindebehörden von Pont-à-Celles nicht fristgerecht übermittelten günstigen Gutachtens über den Antrag auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit; aufgrund der Tatsache, dass dieses Gutachten demnach als günstig betrachtet wird;

In der Erwägung, dass die Gemeindebehörden von Beaumont, Erquelines, Fleurus, Froidchappelle, Gerpennes, Jemeppe-sur-Sambre, Lobbes und Mettet keine Gutachten innerhalb der vorgesehenen Frist abgegeben haben, dass deren Gutachten demnach als günstig betrachtet werden;

In der Erwägung, dass die in dem abändernden Vorentwurf des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Sambre angegebenen Abänderungen demzufolge von einer in den Artikeln D.52 bis D.61 des Buches I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Bewertung der Auswirkungen befreit werden können;

Aufgrund des in der Anlage I erwähnten Berichts über den Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Sambre;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung genehmigt den in der Anlage I erwähnten Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Sambre.

Art. 2 - Die Regierung beschließt, die in dem in Artikel 1 angeführten Vorentwurf angegebenen Abänderungen von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit aus den in der Anlage I erwähnten Bericht angeführten Gründen zu befreien.

Art. 3 - Die Regierung beauftragt die "S.P.G.E.", den Entwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Sambre innerhalb von dreißig Tagen der Begutachtung durch die von dem in Betracht gezogenen Zwischeneinzugsgebiet betroffenen Gemeinden, die betroffenen Inhaber von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und die zuständigen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zu unterziehen und ihn ihr anschließend zur Genehmigung vorzulegen.

Art. 4 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Juli 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Anlage I — Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Sambre

Der Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Sambre besteht aus einem Bericht über die Abänderungen des besagten Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet und den Karten, die jeder Abänderung beigelegt werden.

In diesem Bericht werden die Gründe angegeben, aus denen beschlossen wurde, die Abänderungen des Vorentwurfs von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit zu befreien. Der Bericht schließt ebenfalls die erforderlichen Angleichungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten innerhalb des Umkreises der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet mit ein, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze.

Diese Dokumente können bei der "Société publique de Gestion de l'Eau", avenue de Stassart 14-16, in 5000 NAMUR, sowie auf der Webseite der "S.P.G.E." eingesehen werden: <http://www.spge.be> (Rubrik "Les PASH"; Unterrubrik "Modifications des PASH").

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 2294

[2012/204369]

12 JULI 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Samber (bladen 5/41, 6/41, 7/41, 8/41, 9/41, 10/41, 18/41, 19/41, 22/41, 23/41, 26/41, 31/41, 32/41, 33/41, 34/41, 38/41, 40/41, 41/41 en 33/52) en waarbij de voorgelegde wijzigingen niet aan een milieueffectbeoordeling onderworpen worden

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid;

Gelet op Richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen D.52 tot D.61 en D.79;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.216 tot D.218 en de artikelen R.284 tot R.290;

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Samber dat op 10 november 2005 definitief is goedgekeurd door de Waalse Regering en dat op 2 december 2005 in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

WIJZIGING VAN HET SANERINGSPLAN PER ONDERSTROOMGEBIED

Overwegende dat de "S.P.G.E." "Société publique de Gestion de l'Eau" (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer) alle aanvragen verzamelt die sinds de goedkeuring van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Samber in ontvangst zijn genomen, om overeenkomstig artikel R.288 van het Waterwetboek één enkel voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied op te stellen;

Overwegende dat de "S.P.G.E." twintig aanvragen van de erkende saneringsinstellingen en/of de gemeenten heeft ontvangen;

Overwegende dat de aanvragen betrekking hebben op elke verandering van saneringsstelsel en meer bepaald op :

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "chemin Brûlé" in de gemeente Erquelinnes (wijziging nr. 11.02);
- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor een kadastraal perceel "rue Bois Hanolet" in de gemeente Sambreville (wijziging nr. 11.05);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het recreatiegebied van de campings "La Besace" en "La Couturelle" in de gemeente Cerfontaine (wijziging nr. 11.07);
- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor een hogerop gelegen deel van de "rue de Philippeville" te Villers-Deux-Eglises in de gemeente Cerfontaine (wijziging nr. 11.08);
- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor de "rue de Perwez" te Grand-Leez in de gemeente Gembloux (wijziging nr. 11.09);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de "rue Les Hayettes" in de gemeente Momignies (wijziging nr. 11.10);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het gebied "Lac de Bambois" in de gemeenten Fosses-la-Ville" en Mettet (wijziging nr. 11.11);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het gebied "Les Bonniers" in de gemeente Lobbes (wijziging nr. 11.12);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het stroomopwaarts gelegen zwembad "Lac de Féronval" in de gemeente Froidchapelle (wijziging nr. 11.13);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het gebied "Aguasambre" te Viesville en Thiméon in de gemeente Pont-à-Celles (wijziging nr. 11.14);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het gebied "Crèvecoeur" in de gemeente Walcourt (wijziging nr. 11.15);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het grotendeels gemeenschappelijke saneringsstelsel en voor een deel naar het autonome saneringsstelsel voor het gebied "Puits de Rognée" in de gemeente Walcourt (wijziging nr. 11.16);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het gebied "Puits de Spy" in de gemeente Jemeppe-sur-Sambre (wijziging nr. 11.18);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar de autonome en gemeenschappelijke saneringsstelsels voor het dorp Silenrioux in de gemeente Cerfontaine (wijziging nr. 11.19);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het gebied "Fléchère" in de gemeente Courcelles (wijziging nr. 11.20);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het grotendeels gemeenschappelijke saneringsstelsel en voor een deel naar het autonome saneringsstelsel voor het dorp "Salles" in de gemeente Chimay (wijziging nr. 11.21);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar de autonome en gemeenschappelijke saneringsstelsels voor het gebied "Chapelle du Bon Dieu du Pitié" in de gemeente Fleurus (wijziging nr. 11.22);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het gebied "La Pieraille" in de gemeente Froidchapelle (wijziging nr. 11.23);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het grotendeels gemeenschappelijke saneringsstelsel en voor een deel naar het autonome saneringsstelsel voor het gehucht "Fromiée" in de gemeente Gerpinnes (wijziging nr. 11.24);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor het dorp Barbençon in de gemeente Beaumont (wijziging nr. 11.25);

Overwegende dat die aanvragen vergezeld gaan van een onderzoek dat door de betrokken erkende saneringsinstelling uitgevoerd is en dat een overzicht bevat van de bestaande leidingen, een raming van de dichtheid van de bebouwing en een analyse van de topografische toestand van het gebied om de aan te bevelen saneringswijze te objectiveren;

Overwegende dat de "S.P.G.E." een ongunstig advies uitbrengt m.b.t. de aanvraag nummer 11.5 tot wijziging van het gemeenschappelijke saneringsstelsel bestaande uit één perceel "rue Bois Hanolet" op het grondgebied van de gemeente Sambreville in een autonoom saneringsstelsel; dat het effectieve gebrek aan riolering immers niet volstaat om een overgang naar een autonome sanering te rechtvaardigen, dat een wijziging van de "PASH" overigens niet voor één perceel kan worden verricht zonder de geografische context te onderzoeken;

Overwegende bijgevolg dat het voorstel tot wijziging van het gemeenschappelijke saneringsstelsel van één perceel "rue Bois Hanolet" in Taminnes op het grondgebied van de gemeente Sambreville niet aangehouden wordt, dat het saneringsstelsel van genoemd perceel derhalve gemeenschappelijk blijft;

Overwegende dat de "S.P.G.E." een gunstig advies heeft uitgebracht over de negentien andere aanvragen die haar gericht zijn;

Overwegende dat de uitvoering van de periodieke wijzigingen ook de nodige aanpassingen van de plannen met zich meebrengt naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens, met name inzake de uitvoering van de netwerken van collectoren en rioleringen binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied; dat die aanpassingen worden omschreven in het verslag bedoeld in bijlage I.

VRIJSTELLING VAN DE MILIEUEFFECTBEOORDELING

Gelet op de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling voor het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Samber die door de "S.P.G.E." aan de Waalse Regering gericht is overeenkomstig artikel D.53 van het Milieuwetboek;

Overwegende dat de analyse van de "S.P.G.E." besluit dat het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Samber het gebruik van kleine gebieden op plaatselijk niveau bepaalt en minder belangrijke wijzigingen inhoudt, met name ten opzichte van de bevolking en van de afvalwaterlozingen die het voorwerp zijn van het voorontwerp van wijziging zoals geanalyseerd in het verslag bedoeld in bijlage I;

Overwegende anderzijds dat de "S.P.G.E." acht dat dit voorontwerp wellicht geen aanzienlijke milieueffecten zal teweegbrengen; dat de aanvraag ervan gerechtvaardigd is ten opzichte van de in artikel D.54 van het Milieuwetboek bedoelde criteria op grond waarvan de vermoedelijke omvang van de effecten kan worden bepaald, zoals geanalyseerd in het verslag bedoeld in bijlage I;

Overwegende dat artikel R.288, § 4, van het Waterwetboek bepaalt dat de Regering, indien ze beslist de vrijstelling toe te staan, het voorontwerp van saneringsplan per onderstroomgebied gelijktijdig goedkeurt en de redenen vermeldt waarom er beslist werd dat plan van een milieueffectbeoordeling vrij te stellen;

Overwegende dat de "CWEDD" "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse Milieuraad voor Duurzame Ontwikkeling) en de betrokken gemeenten in die context en vóór de aanneming van het voorontwerp van saneringsplan per onderstroomgebied van de Samber geraadpleegd moet worden over de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling;

Gelet op het verzoek om advies over de aanvraag tot vrijstelling van milieueffectbeoordeling voor het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Samber dat op 19 maart 2012 overeenkomstig artikel D.53 van het Milieuwetboek aan de "CWEDD" en aan de betrokken gemeenten is gericht;

Gelet op artikel D.53 van het Milieuwetboek waarin bepaald wordt dat de adviezen binnen dertig dagen na de aanvraag van de Regering toegezonden moeten worden, hetzij uiterlijk 18 april 2012; dat de adviezen na afloop van die termijn geacht worden gunstig te zijn;

Overwegende dat de "CWEDD" op 23 maart 2012 een schrijven heeft toegezonden waarin hij geen stelling neemt over de aanvraag tot vrijstelling van milieueffectbeoordeling; dat zijn advies bij gebrek aan advies geacht wordt gunstig te zijn;

Gelet op de gunstige adviezen over de aanvraag tot vrijstelling van milieueffectbeoordeling ingediend binnen de voorgeschreven termijnen door de gemeentelijke overheden van Cerfontaine, Chimay, Courcelles, Fosses-la-Ville, Gembloux, Momignies en Walcourt;

Gelet op het gunstig advies over de aanvraag tot vrijstelling van milieueffectbeoordeling ingediend buiten de voorgeschreven termijnen door de gemeentelijke overheid van Pont-à-celles op 19 april 2012, dat dit advies bijgevolg gunstig geacht wordt;

Overwegende dat de gemeentelijke overheden van Beaumont, Erquelinnes, Fleurus, Froidchapelle, Gerpennes, Jemeppe-sur-Sambre, Lobbes en Mettet geen advies binnen de voorgeschreven termijn hebben uitgebracht, dat hun advies bijgevolg gunstig geacht wordt;

Overwegende dat een vrijstelling van de milieueffectbeoordeling bedoeld in de artikelen D. 52 tot D.61 van Boek I van het Milieuwetboek dan ook kan worden verleend voor de wijzigingen vermeld in het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Samber;

Gelet op het in bijlage I bedoelde verslag betreffende het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Samber;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Samber, bedoeld in bijlage I, is door de Regering goedgekeurd.

Art. 2. De Regering beslist een vrijstelling van milieueffectbeoordeling te verlenen voor de wijzigingen vermeld in het voorontwerp bedoeld in artikel 1 om de redenen opgegeven in het verslag bedoeld in bijlage I.

Art. 3. De Regering belast de "S.P.G.E." ermee het ontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Samber binnen dertig dagen te onderwerpen aan de raadpleging van de bij het in aanmerking genomen onderstroomgebied betrokken gemeenten, van de betrokken houders van grondwaterwinningen en van de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst en het haar vervolgens ter goedkeuring voor te leggen.

Art. 4. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 juli 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Bijlage I — Voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Samber

Het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Samber bestaat uit een verslag over de wijzigingen van het "PASH" van de Amel en uit de kaarten i.v.m. elke wijziging.

Dat verslag vermeldt de redenen waarom er beslist werd een vrijstelling van milieueffectbeoordeling te verlenen voor de wijzigingen van het voorontwerp. Het bevat ook de nodige aanpassingen van de plannen naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens, met name inzake de aanleg van de netwerken van collectoren en rioleringen binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied.

Deze gegevens liggen ter inzage bij de "Société publique de Gestion de l'Eau", avenue de Stassart 14-16, 5000 Namur, alsook op de website van de "S.P.G.E.": <http://www.spge.be> (rubriek "Les PASH", onderrubriek "Modifications des PASH").